



Photo : © Natalia Laden / El Ceibo / Bolivie

# L'ESS, Économie Sociale et Solidaire une pépinière solidaire



<b>Éditorial</b>	2
<b>Dossier</b>	
Les « nouvelles » alternatives économiques : pas si nouvelles et pourtant si actuelles !	3
Le commerce équitable sous le signe de l'ESS	5
(RE) FAIRE équitable (Build Back Fairer)	7
<b>La voix des producteurs</b>	
En Bolivie, les membres d'ASARBOLSEM pratiquent l'ESS depuis toujours !	10
<b>Le produit</b>	
Le Furoshiki fait fureur !	13
<b>Recette</b>	
Minis brochettes de bœuf au zaatar	14
<b>Action citoyenne</b>	
Grève pour l'Avenir	15
<b>Agenda</b>	16

**Impressum - Journal des Magasins du Monde**

ex aequo n°72 - décembre 2020

Tirage 800 ex. - 4 parutions par an

Dans les articles du journal ex aequo, l'utilisation du masculin ou du féminin est laissée au libre choix de son rédacteur ou de sa rédactrice. Le genre masculin ou féminin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte. Nous sommes toutefois favorables à l'écriture inclusive et l'utilisons tant que possible.

**Éditeur**

Association romande des Magasins du Monde

Av. Charles Dickens 6 - 1006 Lausanne

Tél. 021 661 27 00 - info@mdm.ch - www.mdm.ch

CCP 12-6709-5 - Association Romande des Magasins du Monde - 1004 Lausanne

**Abonnements 2021**

Bénévole MdM CHF 30.- Ami-e CHF 70.-

Soutien CHF 110.- Parrainage CHF 360.-

**L'équipe de rédaction**

Nadia Laden - Lara Baranzini - Bernadette Oriet

Anne Monard

**Ont collaboré à ce journal**

Elisabeth Piras avec l'aimable coopération de Birgit Calix/EZA et de Juan Carlos Moscoso/ASARBOLSEM Mercifair, Patricia Möschi - Steven Tamburini

**Photos**

Nadia Laden - Birgit Calix - EZA - Les jardins de Cocagne - Patricia Kullmann - Lynn Johnson - ASRO

**Maquette et graphisme** Anne Monard**Relecture**

L'équipe de rédaction - Françoise Duffey - Laurence Nicod

**Impression papier recyclé**

Centre d'impression Le Pays SA, Delémont

**Envois postaux**

Magasin du Monde Delémont

# On entend de plus en plus parler d'économie sociale et solidaire

## De quoi s'agit-il exactement ?

Est-ce une nouvelle notion, pourquoi émerge-t-elle actuellement et comment la comprendre ? Pour vous donner envie de lire notre dossier, qui y est entièrement consacré, voici quelques éléments de réponse. Et bien non, ce n'est pas une nouvelle notion : l'économie sociale est même très ancienne, puisque des pratiques s'y rattachant sont apparues dès le Moyen Âge (guildes, confréries, compagnonnages, associations ouvrières, patronages) ainsi qu'à l'arrivée de la révolution industrielle, avec l'apparition de nombreux mouvements sociaux et théories économiques\*. L'Économie sociale et solidaire (ESS). ESS s'est donc construite en réaction, à une autre économie : l'économie de marché, qui est largement basée sur la loi, impitoyable, de l'offre et de la demande. Sans cadre, l'économie de marché conduit rapidement à des déséquilibres, à des injustices. Pour le consommateur, savoir que de nombreux produits sont issus d'un système qui ne respecte ni l'homme ni l'environnement, c'est décourageant... Ce que propose l'ESS, c'est justement un cadre pour éviter les dérives. Les Magasins du Monde et leurs fournisseurs, en refusant par exemple la spéculation sur les matières premières et en payant un prix juste aux producteurs et productrices, s'inscrivent tout naturellement dans ce courant. Pour les Magasins du Monde, il va de soi que l'agriculture doit être biologique, que les transports doivent être le moins polluants possibles, et que l'économie doit être solidaire. Les pratiques vertueuses, quand elles sont issues de convictions profondes, fonctionnent ensemble et s'entraînent mutuellement. Et ça, c'est vraiment encourageant !

\*Wikipédia, ESS

Nadia Laden

**LE COURRIER**

**Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant**

**Essai 2 mois**

- ▶ **Web:** CHF 19.-
- ▶ **Combi\*:** CHF 29.-
- ▶ **5 jours\*\*:** CHF 39.-

**lecourrier.ch | 022 809 55 55**

**\*web + papier le weekend / \*\*papier + web**



# Les « nouvelles » alternatives économiques : pas si nouvelles et pourtant si actuelles !

L'idée et l'envie d'un changement radical commence à germer un peu partout et se propage auprès de publics jusque-là indifférents aux critiques portées par le mouvement du commerce équitable depuis des décennies. Partout dans le monde on assiste à l'émergence de nouveaux projets porteurs de renouvellement. Grand nombre de ces initiatives appartiennent à ce que l'on nomme aujourd'hui « l'économie sociale et solidaire » (ESS).



## De l'économie sociale à l'économie solidaire

Les premières formes d'économie sociale en Europe ont vu le jour pendant les luttes sociales du XIX<sup>e</sup> siècle. Les premières coopératives sont nées au moment de l'essor du capitalisme industriel et en réponse à la paupérisation des classes ouvrières. En France, ces premières initiatives ont pris la forme de sociétés de secours mutuel et de coopératives de production et de consommation. Le concept d'économie sociale a été reconnu formellement au début du XX<sup>e</sup> siècle avec la loi de 1901 relative au contrat d'association. Dans « économie sociale », le mot « social » fait référence au type de propriété : ce sont des personnes et non pas des actions qui détiennent la structure. La gouvernance de l'entreprise se fonde sur le principe « une personne, une voix » et sa finalité est de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de maximiser les profits. Les activités elles-mêmes peuvent être déployées dans n'importe quel secteur : l'industrie manufacturière, l'agriculture et la pêche, la finance (coopératives de crédit), les services sociaux, etc.

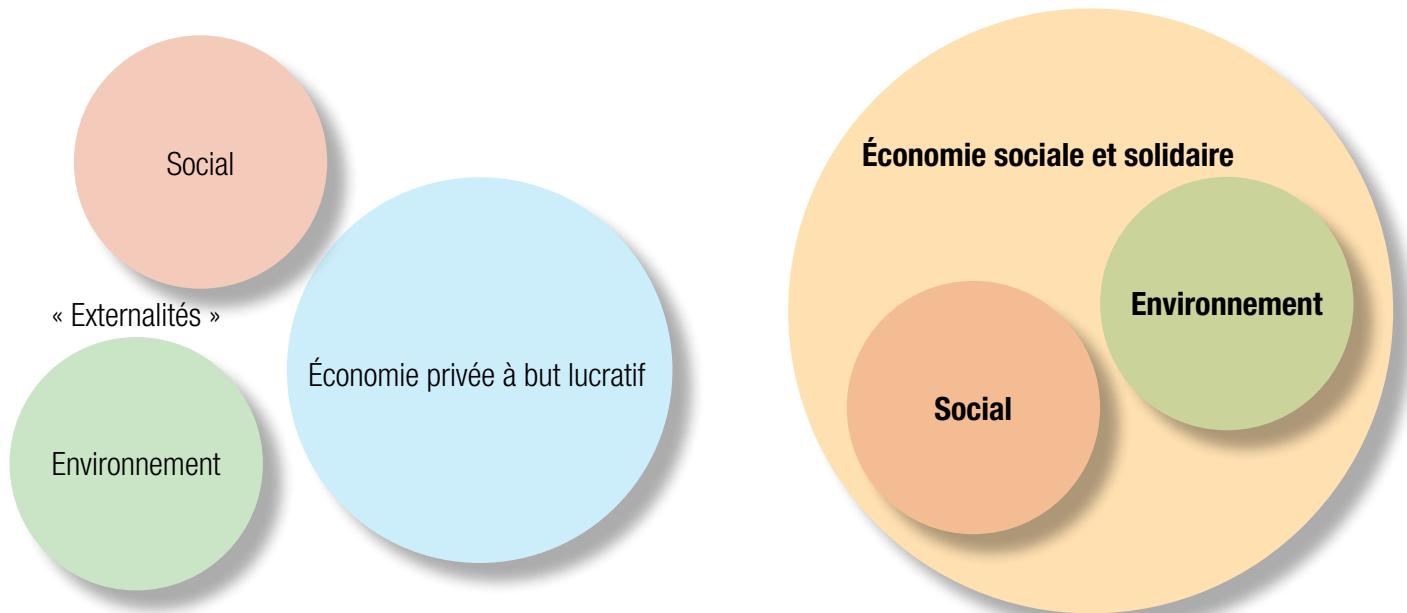
Depuis, un nombre important de structures économiques a évolué en dehors des lois du marché capitaliste. Le succès de ce modèle de production a été remarquable et les acteurs coopératifs qui ont subsisté jusqu'à nos jours en sont les témoins<sup>1</sup>. Soumis à la concurrence, d'autres ont repris les méthodes de l'économie capitaliste et se sont éloignés des valeurs fondamentales de l'économie sociale.

À partir des années 80, des initiatives d'économie solidaire viennent s'ajouter à ces entreprises pionnières de l'économie sociale. Les bouleversements économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation favorisent l'émergence d'un nombre important d'associations et de nouvelles entreprises, dont le but affiché est le changement de logique économique. Systèmes d'échanges locaux (SEL), initiatives d'insertion par l'activité économique, finance solidaire et commerce équitable en sont quelques exemples. L'Amérique latine joue un rôle important dans l'émergence de l'économie solidaire. Lors de la première réunion internationale du mouvement de l'économie sociale qui s'est tenue à Lima en 1997, l'économie solidaire est clairement définie comme un projet global.



Photos : libres de droit

Au moins 12 % de la population de la planète fait partie d'une des trois millions de coopératives réparties dans le monde. Les coopératives fournissent des emplois et des possibilités d'emploi à 10 % de la population active et les 300 principales mutuelles et coopératives réalisent 2'034 milliards de dollars US de chiffre d'affaires tout en fournissant les services et les infrastructures dont la société a besoin pour prospérer (World Cooperative Monitor). Cf - Alliance Coopérative Internationale (<https://www.ica.coop/fr>)



### La charte des Magasins du Monde

Dans une perspective d'économie solidaire, le commerce équitable participe à des changements structurels dans le commerce et contribue à remettre l'économie au service des personnes. En 1998, les Magasins du Monde finalisent une réflexion sur leur rôle et redéfinissent leur mission, en s'engageant en faveur d'une économie solidaire.

« Nous considérons être soumis à l'hégémonie d'un modèle de développement qui, aussi bien au Sud qu'au Nord, démontre ses limites, détruit la planète et produit pauvreté, exclusion sociale et politique, marginalisation d'un grand nombre et chômage. Nous considérons que ce modèle ne reconnaît pas un ensemble d'activités humaines indispensables pour la société et qu'il menace l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, en réaction à cette situation, nous nous sommes engagés dans un processus de développement solidaire qui remet en question la conception réductrice et déterministe selon laquelle la réponse aux besoins de l'humanité dépend de la compétition sauvage sur le marché et de ses soi-disant « lois naturelles ». L'économie solidaire s'appuie sur la coopération, le partage et l'action collective. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. »

Extrait de La Déclaration de Lima (4 juillet 1997)

[http://www.ripest.org/wp-content/uploads/2011/08/declaration\\_lima1997\\_FR.pdf](http://www.ripest.org/wp-content/uploads/2011/08/declaration_lima1997_FR.pdf)

### Les valeurs de l'ESS

(extrait des chartes de l'ESS, APRÈS-GE, APRÈS-VD et APRÈS-BEJUNE)<sup>3</sup>

#### Bien-être social

(être plutôt qu'avoir)

#### Citoyenneté et démocratie participative

(chacun a une voix qui compte)

#### Écologie

(produire pour vivre et non vivre pour produire)

#### Autonomie

#### Solidarité (1+1>2)

#### Diversité

#### Cohérence

(dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit)

Dans le monde francophone, économie sociale et économie solidaire se rejoignent à la fin des années 1990 sous l'appellation commune d'« économie sociale et solidaire ». Le but de ce rapprochement était d'inscrire l'économie sociale dans l'approche plus globale de l'économie solidaire et de renforcer mutuellement les deux mouvements. Le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) regroupe la plupart des organisations de l'ESS<sup>2</sup>.

### L'ESS aujourd'hui

L'économie sociale et solidaire est un secteur qui commence à être reconnu en tant que modèle économique. Des législations nationales en reconnaissent l'existence (pour ne citer que quelques exemples : la France, dès 2014, le Portugal en 2013, l'Espagne en 2011). En Suisse romande<sup>3</sup>, le secteur de l'ESS occupe 10% des emplois.

### Les principes de l'ESS

Résultant d'initiatives citoyennes, il y a autant de définitions de l'ESS que de pays et de cultures. Mais quelques éléments leur sont communs : il s'agit d'une économie privée (indépendante de l'État) à but non lucratif ou à lucrativité limitée et au service de l'intérêt collectif. Par ailleurs, les différentes formes de l'ESS défendent certaines valeurs communes dont la principale est celle de la primauté de l'humain sur le profit. Le sujet social et son environnement sont donc au cœur de ce système économique.

Lara Baranzini

<sup>2</sup> <http://www.ripest.org>

<sup>3</sup> [www.apres-ge.ch](http://www.apres-ge.ch); [www.apres-vd.ch](http://www.apres-vd.ch); [www.apres-bejune.ch](http://www.apres-bejune.ch)

# Le commerce équitable sous le signe de l'ESS

**Les activités des Magasins du Monde s'inscrivent dans l'économie sociale et solidaire (ESS) par la défense de valeurs communes, l'intégration des dimensions sociales et écologiques, la sensibilisation des citoyens-consommateurs et le plaidoyer pour l'instauration d'un autre modèle économique.**

L'économie qui est, selon les Grecs, « l'art d'administrer la maison », ne se résume pas au commerce, fût-il équitable ou non. De plus, nous savons qu'elle peut valoriser certains de ses aspects de manière sélective selon qu'elle s'exerce sous un régime politique démocratique, communiste ou une dictature, (par ex. l'économie sociale de marché du modèle allemand). Le fonctionnement de nos sociétés s'organise autour de plusieurs secteurs économiques en plus des services sociaux et publics.

Il faut le redire encore et encore : le commerce équitable ne constitue qu'un volet de l'économie. L'ESS jette les bases d'une autre logique économique que celle de l'économie de marché, orientée sur la satisfaction des intérêts privés et destinée à répondre à des besoins illimités, alors que nous vivons dans un monde aux ressources limitées. Selon la théorie de cette économie de marché, le système de régulation est confié à « la main invisible ». Cependant, les États-Nations sont contraints d'intervenir pour assurer la meilleure redistribution possible des profits entre tous les citoyens en vue d'assurer la paix sociale.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation à vocation internationale à s'occuper des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des

échanges commerciaux (suppression maximale des mesures tarifaires et non tarifaires). Le commerce équitable fonctionne dans une société de marché libéralisé, bien qu'il soit toujours « autorisé » à pratiquer une promotion sélective des importations (selon des critères précis). Si l'OMC ne réagit pas, c'est probablement pour des raisons d'échelle : le commerce de produits du CE reste insignifiant face au volume des échanges mondiaux de type conventionnel. Ceux-ci totalisent le montant de 19'051 trillions de dollars (19 chiffres) en 2019 alors que ceux du CE se montent à 6 milliards (10 chiffres) d'euros. Par contre, de nombreuses études montrent que les impacts sociaux-économiques du CE sont significatifs quant à l'autonomisation des producteurs, et qu'ils constituent un réel levier pour le développement de leur région.

Les Magasins du Monde occupent une place bien précise à occuper dans la filière commerciale intégrée du CE : ils sont des distributeurs en même temps qu'un mouvement de citoyens mobilisés en faveur de la promotion de l'ESS, réunis en associations. Ils ne sont donc ni des producteurs, ni des importateurs, ni des transporteurs, ni un organe de labellisation. Il s'agit d'une organisation socio-économique qui est à cheval sur la pratique économique et la pratique sociale, ce qui la rend unique. Les Magasins du Monde sont les seuls en Suisse à mobiliser un mouvement de citoyens (bénévoles) et à pratiquer en même temps une activité commerciale. Difficiles à ranger dans une des catégories de l'économie : marchande, non marchande ou non monétaire.



Photos : © ASARBOLSEM / EZA  
Aide humanitaire





Photos : © Les jardins de Cocagne



Photos : libre de droit

### **Le commerce équitable concerne aussi les échanges Nord/Nord**

Les Magasins du Monde (MdM) sont donc pilotés par un sujet social (association) et c'est à ce titre qu'ils peuvent être reconnus par le mouvement de l'ESS. De cette vision intégrée du social et de l'économique, découle une approche globale de la production et des échanges commerciaux. L'équité et la justice doivent concerner l'agriculture familiale et le travail artisanal tant dans nos pays qu'au Sud. L'industrialisation outrancière des modes de production, de transformation et de transport dégradent les conditions de travail et la nature dans nos sociétés, qu'elles soient pauvres, riches, du Nord ou du Sud. C'est le modèle de développement promu à l'échelle mondiale qui est en cause et qui est à transformer.

D'où l'engagement des MdM à se pencher aussi sur la commercialisation de produits locaux. L'exemple récent du lait équitable en Suisse, vendu au coût de production, doit constituer un référent pour nous. A Delémont, les produits locaux tels que l'huile de

caméline, l'huile de colza, les biscuits faits maison, le safran... fournis par les Femmes paysannes de la vallée ont pris place depuis longtemps sur les rayons du MdM, qui n'a pas attendu la mode des circuits courts pour écouler leurs produits.

Les MdM ont adopté une logique socio-économique empreinte de rationalité efficiente, ce qui n'empêche pas la solidarité, bien au contraire. Nous pratiquons le commerce avec des bénévoles qui ne sont pas des professionnels de la vente et notre objectif premier est celui de centrer nos efforts sur la réconciliation de l'économique et du social. Le champ d'action des MdM est bien plus large que celui du commerce et s'inscrit pleinement dans la logique de l'ESS. Depuis plus de 40 ans sur le terrain du CE, les MdM font valoir auprès de leurs clients et du grand public ce qui les spécifie et qui les différencie de la pratique des grandes enseignes et du commerce conventionnel vendant des produits du CE labellisés.

Bernadette Oriet

## (RE) FAIRE équitable (Build Back Fairer)

Un appel international soutenu par les Magasins du Monde de Suisse romande

**Cet appel de la FTAO (Fair Trade Advocacy Office) est celui d'une coalition d'organisations de la société civile pour une transformation et une relance juste, équitable et durable de l'économie et du système commercial/des échanges commerciaux.**

Les Magasins du Monde de Suisse romande soutiennent cet appel international qui est un plaidoyer en faveur d'un changement de système économique. Leur rattachement au courant de l'ESS les inscrit de fait dans une mouvance de force de propositions et de revendications.

Cet appel pose quelques principes généraux puis présente une série de transformations nécessaires pour passer d'un système économique néo-libéral et hyper-mondialisé à une économie qui intègre les dimensions sociales et écologiques.

### Conséquences de la crise sanitaire

La pandémie de Covid-19 et les mesures de distanciation physique et de confinement qui l'ont accompagnée font payer un lourd tribut aux plus vulnérables de nos sociétés. Ses effets sur les droits humains, notamment en matière de droit à l'alimentation (voir page 9), ont été dévastateurs. La pauvreté et la faim ont également entraîné une augmentation des risques de travail forcé, de travail des enfants et de déforestation.

La crise actuelle nous a montré, non seulement, à quel point nous étions interdépendants, mais aussi à quel point la destruction de la nature, la déforestation ainsi que les crises climatiques et sanitaires étaient toutes reliées et avaient pour matrice commune l'exploitation des personnes et des ressources.

Malgré cela, certaines entreprises poursuivent leur logique de court terme afin de protéger leurs intérêts au détriment des droits des personnes impliquées dans leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines d'entre elles ont annulé leurs commandes et ont continué à verser des dividendes importants à leurs actionnaires, tout en réclamant des plans de sauvetage aux pouvoirs publics.

S'il y a une prise de conscience croissante de la nécessité de disposer de chaînes d'approvisionnement mondiales plus responsables, elle est souvent récupérée par les secteurs d'achats qui souhaitent sécuriser leurs approvisionnements. C'est pourquoi il est essentiel que les gouvernements mettent en place des mesures de soutien afin de garantir la survie des producteurs vulnérables et de bonnes conditions travail aux employés. Dans les années à venir, les dérèglements climatiques risquent bien de creuser encore davantage les inégalités déjà existantes.

Cette crise a révélé qu'il est nécessaire d'encourager la transformation du système économique et de la gouvernance des chaînes d'approvisionnement mondiales, dans l'intérêt de tous et des générations futures.

Introduction de l'appel de la FTAO



Photo : Libre de droit



Photo : © ASRO / El Ceibo / Bolivie

# (RE) FAIRE ÉQUITABLE

25 SEPTEMBRE 2020



Photos : © ASARBOLSEM / EZA / aide humanitaire

## Nous avons besoin de passer

- **D'une économie basée sur la concurrence...**  
... à une économie axée sur la coopération.
- **De politiques commerciales qui sapent les objectifs de durabilité...**  
... à des politiques de commerce équitable.
- **Du libre-échange et du néolibéralisme...**  
... à la mise en place de politiques économiques fondées sur la solidarité au niveau local et international.
- **D'un marché libre...**  
... à un programme de durabilité.
- **Des inégalités croissantes...**  
... à la réduction des inégalités entre riches et pauvres (femmes et hommes, producteurs vulnérables et grandes entreprises).
- **De la surexploitation des ressources naturelles...**  
... à un modèle économique respectueux de l'environnement.
- **Des marchés inondés par la nourriture bon marché...**  
... à une part toujours croissante de produits issus de chaînes d'approvisionnement du commerce équitable et biologique.
- **Des solutions à court terme...**  
... à une interdépendance entre les pays, fondée sur des conditions de justice.
- **De l'emprise des entreprises sur les intérêts individuels...**  
... à des politiques privées et publiques co-construites pour façonner un marché répondant aux besoins de tous les êtres humains.
- **Des déséquilibres du pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement...**  
... à la participation démocratique sans abus ni violations des droits humains.
- **De la vocation matérialiste de l'entreprise avec pour objectif principal, la valorisation du capital...**  
... à une intégration des droits humains et sociaux rendant possible des revenus et des salaires décents pour tous.
- **Des entreprises à but lucratif...**  
... aux entreprises à mission.
- **D'une culture du «secret des affaires»...**  
... à une culture de la transparence, y compris dans les chaînes d'approvisionnement.
- **D'une culture consumériste...**  
... à un mode de vie durable intégré à la nature.

## Les recommandations aux gouvernements

Cet appel soumet des recommandations générales aux gouvernements des différents pays en demandant des mesures proactives :

- **pour protéger les travailleurs et les agriculteurs.**
- **pour réorienter les entreprises vers leurs responsabilités sociales/entreprises à mission et les faire bénéficier du soutien de politiques publiques.**
- **pour adopter une législation visant à garantir que toutes les entreprises et leurs fournisseurs respectent les droits humains et sociaux et des objectifs nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies.**
- **pour réformer les systèmes fiscaux.**



**Cultiver,  
nourrir,  
préserver.**

**Ensemble.**

***Agissons pour l'avenir.***



### **À propos du droit à l'alimentation**

L'alimentation constitue un droit au même titre que les autres droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, toutefois, il relève d'un besoin consubstantiel à tout être humain (inséparable de) et il n'est pas négociable. Or, pour faire valoir un droit individuel et le conserver, même lorsqu'il est reconnu par l'État, il faut lutter. Ainsi l'alimentation conçue comme un droit signifie que seuls les plus forts vont obtenir la garantie de pouvoir y accéder en tout temps.

Selon la FAO (Food and Agriculture Organization), 920 millions de personnes souffraient encore de la faim en 2010. Et pourtant la FAO a défini la sécurité alimentaire comme « le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim » [...]

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. À cet égard, une action concertée à tous les niveaux est nécessaire.

La sécurité alimentaire est une notion jugée insuffisante par les organisations altermondialistes, et notamment par *Vía Campesina*, qui proposent de substituer celle de « souveraineté alimentaire ».

J'ajouterai qu'il faut renverser notre point de vue sur l'alimentation et que c'est aux États qu'il incombe de veiller à ce que tous les membres de leur communauté aient accès à une alimentation suffisante et de qualité. Et si un État devait faillir à cette obligation, il devrait faire l'objet d'une sanction par un organisme international. Il n'est pas admissible qu'un citoyen doive compter sur son droit individuel pour être assuré d'accéder à l'alimentation et que la nation à laquelle il appartient échappe à sa responsabilité.

Bernadette Oriet

# En Bolivie, les membres d'ASARBOLSEM pratiquent l'ESS depuis toujours !



Partageant des valeurs et objectifs communs, de nombreux partenaires du commerce équitable s'inscrivent d'emblée dans l'ESS, en particulier en Amérique latine où l'entraide et le travail collectif au bénéfice de la communauté restent de mise. Cette tradition indigène est à l'origine de l'association bolivienne ASARBOLSEM, qui a fourni cet automne à *claro fair trade* une petite sélection d'articles en alpaga tricotés à la main ou sur une machine manuelle.



Photo : © ASARBOLSEM / Birgit Calix / EZA

### ASARBOLSEM, un modèle reconnu d'entreprise sociale

El Alto (« le haut »), d'abord un bidonville situé sur les hauteurs de la capitale La Paz, est aujourd'hui une des trois villes les plus peuplées de Bolivie. Dans les années 1980, la fermeture des mines, les sécheresses prolongées et les conditions de vie de plus en plus difficiles dans les régions andines ont poussé des milliers de migrants, principalement d'origine Quechua et Aymara, à y affluer en quête de source de revenus... Ne trouvant pas de quoi assurer leur subsistance, la grande majorité des habitants - en particulier des femmes élevant seules leurs enfants - continuent à y vivre dans l'extrême pauvreté.

Afin de changer la donne, un petit groupe de femmes indigènes a décidé de se lancer dans la confection traditionnelle de textiles en laine et de se doter d'une structure juridique leur permettant de fonctionner sur la base des principes traditionnels d'autogestion et de réciprocité des communautés andines. C'est ainsi que l'Association Artisanale Bolivienne Señor de Mayo (ASARBOLSEM) a vu le jour en 1989, avec le soutien d'une consœur, Antonia Rodríguez (voir encadré), fervente promotrice des droits des peuples indigènes et du genre, ainsi que des principes du commerce équitable.

L'association réunit aujourd'hui, à El Alto et dans les environs, 61 femmes et 11 hommes organisés en 12 groupes. Les articles textiles sont tricotés ou tissés par les femmes, les hommes produisent de la poterie et des instruments de musique. Le travail s'organise au sein du groupe, mais se fait à domicile, individuellement. Les artisans ont accès à des formations dans divers domaines et calculent le prix de leurs produits en concertation avec leur groupe et la direction d'ASARBOLSEM. Ils se basent sur le salaire minimum officiel, relativement élevé en Bolivie, tout en tenant compte du coût de la matière première, du temps de travail et de la contribution à un fonds social qui a permis, entre autres, de procurer au début de la crise COVID de la nourriture aux plus nécessiteux. Les groupes participent aux assemblées générales par la voix de leurs délégués et sont impliqués, tous les deux ans, dans l'élection de la direction. Grâce aux formations et à la prise de conscience de leurs droits, plusieurs artisanes ont acquis la compétence d'exercer des mandats politiques dans leur commune.

Parallèlement, en accord avec les us et coutumes de solidarité, ASARBOLSEM soutient des personnes invalides et des jeunes de la rue en les intégrant dans sa structure, en leur fournissant du travail et en les responsabilisant.





Photos : © ASARBOLSEM / Birgit Calix / EZA

ASARBOLSEM a été déclarée en 1996 «modèle d'entreprise sociale» par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement). Elle participe activement au Mouvement d'Économie Sociale et Solidaire et du commerce équitable de Bolivie et, au niveau international, elle est membre de la WFTO (Organisation mondiale du commerce équitable) depuis 1992, malgré la lourde charge financière que cela représente.

### Après une année désastreuse...

À la suite au coup d'État de la droite raciste après les élections d'octobre 2019 et au renversement du président d'origine Quechua Evo Morales, de nombreux indigènes, dont des membres d'ASARBOLSEM, ont été persécutés et contraints de se cacher. De plus, dans le sillage de la pandémie, la situation économique et sociale désastreuse a encore empiré. Toutefois, grâce à son fonds social et aux dons des magasins du monde autrichiens, ASARBOLSEM a pu secourir ses membres. Cette aide a été fondamentale après la fermeture des entreprises et de leur fournisseur de fil d'alpaga, COPROCA : sans matière première, plus de travail ni de revenu! Finalement, après plusieurs semaines d'arrêt, la production du fil a redémarré. Malgré les restrictions encore en vigueur, telle que l'interdiction de circuler donc de la difficulté de

chercher du fil, ou de consigner les produits finis, ASARBOLSEM a réussi à réaliser et à expédier à temps les commandes.

### Mais ce n'est pas la seule bonne nouvelle de cet automne 2020...

En effet, le 18 octobre dernier, Luis Arce, le candidat du *Mouvement vers le socialisme* (MAS), le parti fondé par Evo Morales, a remporté les nouvelles élections et mis fin à un régime de dictature. Pour ASARBOLSEM, cette victoire est, bien sûr, celle de la démocratie et du respect des droits de tous les citoyens boliviens, indépendamment de leur appartenance ethnique. De plus, elle permet à ses membres qui ont dû choisir la clandestinité car menacés, de revenir dans leur lieu de vie et de reprendre leurs activités en toute sécurité.

Gageons que la nouvelle donne politique créera des perspectives d'avenir durables pour les populations défavorisées, et ce d'autant plus lorsqu'il s'agit des membres d'une organisation déjà impliquée dans la défense des principes du commerce équitable et de l'ESS comme ASARBOLSEM...

Elisabeth Piras

Avec l'aimable coopération de Birgit Calix/EZA et de Juan Carlos Moscoso/ASARBOLSEM



### Antonia Rodríguez, la porte-parole des peuples sans voix ...

Originaire d'une famille paysanne Quechua de la région de Potosí, Antonia Rodríguez est arrivée à El Alto en 1972. S'impliquant dans un projet de soutien aux indigènes, elle a rencontré des membres de l'association Q'antati - un ancien partenaire de claro - et découvert que les principes du CE et les pratiques ancestrales des communautés andines vont de pair.

Après quelques années de travail au sein d'organisations internationales, se formant comme elle le dit « à l'université de la vie », elle a co-fondé ASARBOLSEM en 1989. Parallèlement, elle s'est engagée au niveau politique, d'abord en tant que présidente du conseil municipal d'El Alto, puis, en 2010, elle a été nommée par le gouvernement d'Evo Morales « Ministre du Développement productif et économique ». Dans ce cadre, elle a organisé dans plusieurs villes du pays, et en collaboration avec des partenaires du CE dont El Ceibo et Anapqui, des ateliers de sensibilisation à l'économie solidaire et au commerce équitable. Elle a créé un vice-ministère consacré à ces deux domaines.

Malgré la reconnaissance officielle de son combat et de ses stratégies, Antonia a décidé après un an de quitter ses fonctions et de retourner sur le terrain, pour donner tout son temps à ASARBOLSEM et à ses membres, dont elle continue de faire entendre les voix au niveau national et international. En hommage à cet engagement, l'assemblée générale de la WFTO de septembre 2019 lui a décerné les titres d'ambassadrice du commerce équitable et de membre d'honneur.



Photos : © ASARBOLSEM / Birgit Calix / EZA

### **Du fil aux aiguilles, une chaîne de production où éleveurs d'alpagas et artisans trouvent leur compte**

Les textiles de la marque Anukoo, importés par claro fair trade via la centrale autrichienne du commerce équitable EZA, sont confectionnés, entre autres, au sein d'ASARBOLSEM et de deux autres organisations boliviennes.

La matière première, de la pure laine d'alpaga, provient de plusieurs communautés indigènes des Hauts-Plateaux des Andes. Les peuples Aymaras et Quechuas pratiquent depuis toujours l'élevage d'alpagas et de lamas pour couvrir leurs besoins en viande, en cuir et en fibres destinées à la confection de vêtements. Il s'agit encore aujourd'hui d'un élevage extensif, qui fait partie d'un système de production agro-écologique propice à la culture des aliments de base tels que quinoa et pommes de terre. Cette activité constitue en outre leur principale source de revenus.

Dans les communautés andines, la production textile se fait encore aujourd'hui à la main, du fil au vêtement tricoté ou tissé. En revanche, la laine des articles destinés aux marchés national et international se vend brute : elle est filée en usine, sans que la plus-value de la transformation ne revienne aux éleveurs, principalement des petits paysans. Afin de changer la donne, l'Association des éleveurs de camélidés

des Hautes Andes (AIGACAA) a fondé, en 1991, sa propre entreprise, COPROCA, qui occupe aujourd'hui 73 employés dont 27 femmes. COPROCA appartient aux membres : plus de 1'200 éleveurs et quelques organisations telles qu'ASARBOLSEM. COPROCA les implique dans la prise de décision, leur achète la matière première à un prix plus élevé que celui du marché local et offre des services tels que des formations en divers domaines, la mise à disposition de fourrage, la tonte faite par un professionnel, la promotion des ventes locales à travers, entre autres, un magasin à El Alto, ainsi que la gestion de l'exportation de textiles en partie vers EZA. Pas étonnant qu'en 2007, le prix national d'entreprise à responsabilité sociale ait été décerné à COPROCA !

Aujourd'hui, COPROCA a plusieurs défis à relever. Elle doit faire face à la concurrence de YACANA, une entreprise de transformation fondée récemment avec de l'argent public et un soutien important de l'État. De plus, suite à la très forte demande de produits en alpaga sur le marché mondial depuis 2018 et à l'augmentation du prix de la laine brute de 50 à 150 %, l'approvisionnement chez ses membres, parfois sous l'emprise d'acheteurs peu scrupuleux, n'est pas toujours assuré. Par ailleurs, en 2020, elle a dû cesser ses activités pendant plusieurs mois à cause de la crise sanitaire.



# Le Furoshiki fait fureur !



**Chaque année des tonnes de papier cadeau sont jetées à la poubelle. Souvent non recyclables, ils sont incinérés : leur impact écologique est désastreux !**

Même lorsqu'on est un fervent opposant au jetable, il est difficile d'offrir un cadeau sans emballage. Une solution, qui a gagné en popularité dans la communauté « zéro déchet » ces dernières années, est le Furoshiki, une technique traditionnelle japonaise dont les origines remonteraient au 8<sup>e</sup> siècle ! Les objets de valeurs, mais aussi du quotidien, étaient placés dans ces pièces de tissus pour être transportés. L'avènement des emballages plastiques a presque réduit à néant cette tradition séculaire.

Le concept est simple. Il suffit d'envelopper son présent dans un grand morceau de tissu fin et d'en nouer savamment les extrémités pour obtenir un joli paquet. L'avantage ? En plus d'être esthétique, cet emballage est réutilisable. En famille ou entre amis, on peut se les échanger lors des belles occasions de l'année.

Pour respecter une démarche zéro déchet, mercifair, en partenariat avec Van Verre, propose un set de 3 Furoshikis de tailles différentes et double face, fabriqués en Inde à partir de saris de soie recyclés ! Avec ces carrés de tissus chatoyants, vous emballerez

vos cadeaux de manière originale, chic et écologique.

La société VAN VERRE propose des accords commerciaux aux artisans indiens, en préservant leur culture et leurs traditions, dans le respect du commerce équitable en payant un prix juste pour leurs produits et en facilitant l'autosuffisance. Comme le dit le vieil adage : « *Donnez un poisson à un homme et vous le nourrissez pendant un jour. Apprenez-lui à pêcher et vous le nourrissez toute sa vie* ».

Il existe différentes techniques de pliage, mais rien n'est figé : en laissant libre cours à votre imagination vous pourrez réaliser des paquets surprenants. Ce papier cadeau écologique reste marginal en regard du traditionnel papier d'emballage. Vos proches seront admiratifs de votre engagement pour la planète à travers des idées originales.

Dans une logique d'économie circulaire, la personne qui reçoit votre présent réutilisera le tissu pour l'offrir à son tour...

Mercifair



Photos : © Patricia Kullmann

# Minis brochettes de bœuf au zaatar

Le zaatar est un délicieux mélange de plantes aromatiques et d'épices (thym, origan, sumac, graines de sésame) de la coopérative Canaan Palestine. Il peut être préparé avec de l'huile d'olive dans laquelle on a fait macérer le fameux mélange. Cette huile est un régal ! L'hiver, elle ensoleille la cuisine avec ses arômes chauds et réconfortants. L'été, elle apporte de la fraîcheur sur vos salades, pizzas, bruschettas...



- 1 cc bombée de **zaatar\***
- 300g bœuf haché
- 1 échalote
- 4 belles feuilles de menthe fraîche
- quelques brins de persil plat
- 1 œuf (petit)
- sel, **huile d'olive\***

### Préparation

1 heure avant cuisson : dans un saladier, mélangez la viande hachée + l'échalote finement ciselée + la menthe et le persil finement ciselés + le zaatar et une pincée de sel, mélangez. Enfin, ajoutez l'œuf préalablement battu rapidement. Bien mélanger. Couvrir et mettre au frais une bonne heure. Formez des boulettes assez grosses, de taille homogène. Glissez-les sur vos brochettes et formez des boudins. Dans une poêle, avec un peu d'huile d'olive, faites saisir vos brochettes de tous les côtés et servez aussitôt !



## Offrez un petit pot d'huile d'olive délicieusement parfumée au zaatar

**Ingrédients** : 20g de **zaatar\*** / un beau volume d'**huile d'olive de qualité\***

**Préparation** : Mélanger bien le zaatar et l'huile d'olive. Placer au frais au moins 2 semaines avant sa dégustation. Vous utiliserez cette huile pour parfumer vos salades, cakes et clafoutis salés, tartes de légumes, grillades (viandes ou poissons), légumes grillés...

\*Disponibles dans les Magasins du Monde



**claro**  
FAIR TRADE

## Tout doux et équitable

Nouvelle collection alpaga  
dans ton Magasin du Monde ou sur [www.claro.ch](http://www.claro.ch)



# Grève pour l'Avenir

Participez aux travaux de réflexion et de préparation de la prochaine « Grève pour l'Avenir », une nouvelle journée de mobilisation pour la justice climatique, l'égalité et l'emploi (vendredi 21 mai 2021).



Vous pouvez vous impliquer dans l'organisation de cette journée en participant aux réunions de coordination avec diverses structures de la société civile. Plusieurs groupes de travail sont également en cours de constitution. Une façon citoyenne de passer le long hiver qui nous attend !

La catastrophe climatique continue d'être une réalité dont l'urgence nécessite une action immédiate. Chaque jour qui passe nous éloigne un peu plus des objectifs fixés par la communauté scientifique alors que les effets du dérèglement climatique sont ressentis au quotidien et de manière croissante par les populations du monde entier. En Suisse, les inondations, la sécheresse, les étés caniculaires et la perte de biodiversité ne sont qu'une partie des conséquences environnementales déjà perçues. Ici comme ailleurs, la dégradation des conditions de vie et de travail sont évidentes.

Vous avez peut-être déjà réfléchi aux nouveaux droits des travailleurs et travailleuses qui devraient entrer en vigueur afin de permettre la transition écologique et sociale dont notre société a besoin : baisse du temps et des rythmes de travail sans baisse de salaire, embauches, soutien aux activités durables et à la reconversion professionnelle assurant le plein emploi, développement et démocratisation des services publics socialement utiles et écologiquement durables (logement, énergie, santé, formation, etc.), encouragement de la mobilité douce, changement des politiques d'investissement de nos caisses de pension vers des secteurs éco-responsables, etc.

Les décisions politiques prises ces derniers mois pour maintenir à tout prix une croissance économique matérielle, éternelle et illusoire, auront des conséquences dramatiques sur l'emploi, la formation, les services publics, la culture et le lien social... C'est pourquoi il nous faut plus que jamais reformuler nos espoirs et nos craintes pour le futur et préparer ensemble la Grève pour l'Avenir de l'année prochaine !

Si vous voulez rejoindre le mouvement, contactez [steven.tamburini@unil.ch](mailto:steven.tamburini@unil.ch)

- Prix justes et salaires décents...
- Conditions de travail respectueuses...
- Sensibilisation des consommateurs...
- Qualité et authenticité des produits...
- Développement du pouvoir d'agir...
- Économie sociale et solidaire...
- Respect de l'environnement...
- Alternative économique...
- Transparence et équité...

« Demain sera autrement »



Bons vœux et bonne santé pour 2021



## Pour Noël, les Magasins du Monde s'activent

Retrouvez les activités de nos Magasins du Monde sur : [www.mdm.ch](http://www.mdm.ch)



## Une idée cadeau ?

Offrez ou offrez-vous l'abonnement ex aequo, une excellente manière de s'informer. Vous pouvez vous abonner à notre journal en envoyant un message à [info@mdm.ch](mailto:info@mdm.ch) !

**Abonnement 2021** : je m'abonne à ex aequo à titre de :

Bénévole 30 CHF

Membre soutien 110 CHF

Ami-e des Magasins du Monde 70 CHF

Parrain/Marraine 360 CHF

**Inscription et versement** : Association romande des Magasins du Monde

Av. Charles Dickens 6, 1006 Lausanne

CCP 12-6709-5, IBAN CH83 0900 0000 1200 6709 5

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal - Localité \_\_\_\_\_

72